



## ARRÊTÉ DU MAIRE

COMMUNE DE SAINT-PRIX

Département du Val d'Oise  
Arrondissement de Sarcelles  
Canton de Domont

Service Technique

VB/AH

N° 2021 / 180

### **OBJET : TRAVAUX DE CARROTAGE ET TEST DE DÉFLEXION - RUE DES MAUPRES – LE 28 OCTOBRE 2021.**

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

**CONSIDERANT** La demande formulée par l'entreprise RINCENT MATERIAUX sise 30 rue Etienne Dolet 74140 Le Petit Quevilly, concernant la réalisation de tests de déflexion et des sondages par carottage pour établir un état de la chaussée existant et un dimensionnement, au droit de la rue des Mauprés à Saint-Prix pour le compte de la commune de Saint-Prix.

**CONSIDERANT** Qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement;

### **ARRÊTE**

- ARTICLE 1 -** Le jeudi 28 octobre 2021, l'entreprise FILLOUX SAS sise 5 avenue des Cures - 95580 Andilly, est autorisée à occuper le domaine public au droit de la rue des Mauprés à Saint-Prix, durant la réalisation des travaux de tests de déflexion et de sondages par carottage pour établir un état de la chaussée existant et un dimensionnement.
- ARTICLE 2 -** Les travaux seront effectués entre 8h00 et 17h00.
- ARTICLE 3 -** Pendant la réalisation des travaux, la chaussée sera neutralisée au droit du chantier et selon son avancement. La circulation automobile ne sera pas interrompue et se fera pas chaussée rétrécie. Une signalisation sera mise en place par l'entreprise.
- ARTICLE 4 -** Le stationnement sera interdit au droit du chantier et selon son avancement. La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h aux abords du chantier.
- ARTICLE 5 -** Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.
- ARTICLE 6 -** L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur. La signalisation réglementaire et appropriée sera installée et entretenue, par l'entreprise.

**ARTICLE 7 -** Des panneaux de signalisation de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, 24 heures à l'avance, avant tout commencement des travaux. Le présent arrêté sera affiché sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 8 -** L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

**ARTICLE 9 -** Après travaux, la chaussée et les trottoirs devront être nettoyés et remis en état à l'identique de l'existant.

**ARTICLE 10 -** Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par l'agent des services techniques municipaux, celui-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

**ARTICLE 11 -** La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

**ARTICLE 12 -** Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

**ARTICLE 13 -** Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 14 -** Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise RINCENT Matériaux;

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Madame le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont
- Monsieur le Chef de la police Municipale de Saint-Prix
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude.

Saint-Prix, le **26 OCT. 2021**

 **Le Maire,**  
  
**Céline VILLECOURT**

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le 26/10/2021